

GUERRINI MARC

marc.guerrini@univ-cotedazur.fr

SITUATION STATUTAIRE

- **Depuis septembre 2020** : Professeur de droit public, Faculté de droit et science politique de Nice, Université Côte d'Azur. Centre d'études et de recherches en droit administratif, constitutionnel, financier et fiscal - EA 7267. C.E.R.D.A.C.F.F.
- **2017 - 2020** : Maître de conférences à l'École de droit de la Sorbonne, Université Paris I Panthéon-Sorbonne. Institut des sciences juridiques et philosophiques de la Sorbonne (ISJPS - UMR 8103). Centre Constitutions et libertés.
- **2013 - 2015** : Attaché temporaire d'enseignement et de recherche, Groupe d'Études et de Recherches sur la Justice Constitutionnelle (GERJC) - Institut Louis Favoreu (CNRS, UMR 7318), Université d'Aix- Marseille.
- **2009 - 2012** : Doctorant contractuel chargé d'enseignement, Groupe d'Études et de Recherches sur la Justice Constitutionnelle (GERJC) - Institut Louis Favoreu (CNRS, UMR 7318), Université d'Aix- Marseille.

DIPLÔMES OBTENUS

- **2020** : Admis au concours national d'agrégation de droit public.
- **2016** : Qualifié aux fonctions de maître de conférences, section 02, droit public.
- **2014** : Doctorat de droit public, mention très honorable et félicitations du jury, publication en l'état et proposition pour un prix de thèse, Université d'Aix-Marseille.

Sujet : *L'identité constitutionnelle de la France. Recherche sur les fonctions de la réserve identitaire dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel*

Jury : Nicole BELLOUBET (Rapporteur), Professeur des Universités, membre du Conseil constitutionnel ; Anne LEVADE (Rapporteur), Professeur à l'Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne ; Patrick GAÏA, Professeur à l'Université d'Aix-Marseille ; Bertrand MATHIEU, Professeur à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne ; Rostane MEHDI (Président du jury), Professeur à l'Université d'Aix-Marseille ; Xavier PHILIPPE (Directeur de recherche), Professeur à l'Université d'Aix-Marseille.

- **2009** : Master 2 « droit public approfondi, parcours général », mention Bien, Major de promotion, Université d'Aix-Marseille.

- 2008 : Master 1 « droit public », mention Bien, Major de promotion, Université d'Aix-Marseille.
- 2007 : Licence en droit, mention Bien, Université d'Aix-Marseille.
- 2007 : Licence d'administration publique, mention Bien, Université d'Aix-Marseille.
- 2004 : Baccalauréat série S, mention Assez Bien, Académie de Corse.

PRIX ET DISTINCTIONS

- Lauréat du Premier prix de thèse de la faculté de droit d'Aix-en-Provence attribué à l'étudiant ayant soutenu la meilleure thèse, toutes disciplines confondues, au titre de l'année universitaire 2013-2014.
- Lauréat du Prix de droit public approfondi récompensant le major du Master 2 de Droit public approfondi, tous parcours confondus, Université d'Aix-Marseille.
- Lauréat du Prix de la Faculté de droit récompensant le major du Master 1 de Droit public, Université d'Aix-Marseille.

ACTIVITÉS PÉDAGOGIQUES

A. RESPONSABLE DE FORMATION

- Directeur de la Licence de droit de la faculté de droit de Nice.
- Directeur du Portail Droit - Université Côte d'Azur.
- Directeur de l'Académie de droit de Nice.
- Co-directeur de la CPGE D1, classe Préparatoire aux Grandes Écoles - Section Droit Économie, partenariat entre la faculté de droit de Nice et l'Institut Stanislas de Nice.

B. ENSEIGNEMENTS DISPENSES

- **COURS MAGISTRAUX**

DROIT CONSTITUTIONNEL

2010-2011, Licence 2, 1^{er} Semestre, Faculté de droit et de science politique d'Aix-en-Provence, antenne d'Arles ; 2017-2018, 1^{ère} année parcours ESCP Europe, École de droit de la Sorbonne, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne ; 2018-2019, 1^{ère} année parcours ESCP Europe, École de droit de la Sorbonne, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne ; 2020-2021, Capacité en droit, Faculté de droit et science politique de Nice, Université Côte

d'Azur ; 2021-2022, Licence 1 de droit, Faculté de droit et science politique de Nice, Université Côte d'Azur.

CONTENTIEUX CONSTITUTIONNEL

2020-2022, M2 Droit des contentieux publics, Faculté de droit et science politique de Nice, Université Côte d'Azur.

THEORIE DU DROIT : LE PLURALISME JURIDIQUE

2021-2022, Licence 1 de droit, Faculté de droit et science politique de Nice, Université Côte d'Azur.

DROIT DES LIBERTES FONDAMENTALES

2021-2022, Licence 3, Faculté de droit et science politique de Nice, Université Côte d'Azur ;
2020-2022, Licence 3, Université de Mundiapolis, Casablanca.

INTRODUCTION AU DROIT PUBLIC

2021-2022, Licence 1, Faculté de droit et science politique de Nice, Université Côte d'Azur ;
2020-2021, Licence 1, Faculté de droit et science politique de Nice, Université Côte d'Azur ;
2016/2017, Master 2, 1^{er} Semestre, Certificat universitaire de culture juridique, politique et sociale, Faculté de droit et de science politique d'Aix-en-Provence.

PRINCIPES ET ENJEUX DE LA DECENTRALISATION

2020-2021, Master 2 « Administration et collectivités territoriales », Faculté de droit et science politique de Nice, Université Côte d'Azur.

DROIT DE LA FONCTION PUBLIQUE

2018-2019, Master 1 de Droit public, École de droit de la Sorbonne, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

DROIT ADMINISTRATIF

2020-2021, 2^{ème} année, Faculté de droit et science politique de Nice, Université Côte d'Azur ; 2017-2018, 2^{ème} année de capacité en droit, École de droit de la Sorbonne, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne ; 2017-2018, 2^{ème} année parcours ESCP Europe, École de droit de la Sorbonne, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne ; 2018-2019, 2^{ème} année parcours ESCP Europe, École de droit de la Sorbonne, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne ; 2018-2019, 2^{ème} année de capacité en droit, École de droit de la Sorbonne, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne ; 2018-2019, Classe préparatoire Louis Legrand, École de droit de la Sorbonne, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

COMPREHENSION DE LA SOCIETE DU RISQUE ET DE LA CRISE

2018-2019, Master 2 de Gestion globale des risques et de la crise, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

SOCIETE ET VIE POLITIQUE

2016/2017, Licence 1, 1^{er} Semestre, Faculté de droit et de science politique d'Aix-en-Provence.

DROIT DE L'UNION EUROPEENNE

2016/2017, Master 2, 1^{er} Semestre, Certificat universitaire de culture juridique, politique et sociale, Faculté de droit et de science politique d'Aix-en-Provence.

DROIT PROCESSUEL

2016/2017, Master 2, 1^{er} Semestre, Certificat universitaire de culture juridique, politique et sociale, Faculté de droit et de science politique d'Aix-en-Provence.

METHODOLOGIE JURIDIQUE dans le cadre du plan pour la réussite en licence :

2009/2010, faculté de droit et de science politique d'Aix-En-Provence (Université Aix-Marseille III).

- **TRAVAUX DIRIGES ET CONFERENCES DE METHODE**

CONFERENCES DE METHODE D'ORGANISATION POLITIQUE DE L'ÉTAT :

2009/2010, cours de Monsieur le Professeur Richard GHEVONTIAN, Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence ; 2010/2011, cours de Monsieur le Professeur Richard GHEVONTIAN, Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence.

DROIT CONSTITUTIONNEL :

2009/2010, cours de Monsieur le Professeur Didier RIBES, Licence 1, faculté de droit et de science politique d'Aix-en-Provence ; 2010/2011, cours de Monsieur le Professeur André ROUX et de Madame Sophie LAMOUREUX, Licence 1, faculté de droit et de science politique d'Aix-en-Provence ; 2011/2012, cours de Monsieur le Professeur Richard GHEVONTIAN, Licence 1, faculté de droit et de science politique d'Aix-en-Provence ; 2012/2013, cours de Monsieur le Professeur Richard GHEVONTIAN, Licence 1, faculté de droit et de science politique d'Aix-en-Provence ; 2013/2014, cours de Messieurs les Professeurs André ROUX et Patrick GAÏA, Licence 1, faculté de droit et de science politique d'Aix-en-Provence ; 2014-2015, cours de Messieurs les Professeurs André ROUX et Patrick GAÏA, Licence 1, faculté de droit et de science politique d'Aix-en-Provence.

DROIT DES LIBERTES FONDAMENTALES :

2010/2011, cours de Monsieur le Professeur Thierry RENOUX, Master 1, faculté de droit et de science politique d'Aix-en-Provence ; 2013/2014, cours de Monsieur le Professeur Thierry RENOUX, Master 1, faculté de droit et de science politique d'Aix-en-Provence ; 2014/2015, cours de Monsieur le Professeur Thierry RENOUX, Master 1, faculté de droit et de science politique d'Aix-en-Provence ; 2017-2018, cours de Monsieur le Professeur Bertrand MATHIEU, Licence 3, Ecole de droit de la Sorbonne, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

PROTECTION INTERNATIONALE ET EUROPEENNE DES DROITS DE L'HOMME :

2010/2011, cours de Monsieur le Professeur Didier MAUS, Licence 3, faculté de droit et de science politique d'Aix-en-Provence ; 2011/2012, cours de Monsieur le Professeur Patrick GAÏA, Licence 3, faculté de droit et de science politique d'Aix-en-Provence ; 2012/2013, cours de Monsieur le Professeur Patrick GAÏA, Licence 3, faculté de droit et de science politique d'Aix-en-Provence ; 2013/2014, cours de Monsieur Raphaël DECHAUX, Licence 3, faculté de droit et de science politique d'Aix-en-Provence ; 2014/2015, cours de Monsieur Raphaël DECHAUX, Licence 3, faculté de droit et de science politique d'Aix-en-Provence ; 2015/2016, cours de Monsieur Raphaël DECHAUX, Licence 3, faculté de droit et de science politique d'Aix-en-Provence.

DROIT ADMINISTRATIF :

2013/2014, cours de Monsieur le Professeur Didier JEAN-PIERRE, Licence 2, faculté de droit et de science politique d'Aix-en-Provence ; 2014/2015, cours de Monsieur le Professeur Didier JEAN-PIERRE, Licence 2, faculté de droit et de science politique d'Aix-en-Provence.

DROIT ADMINISTRATIF DES BIENS :

2010/2011, cours de Monsieur Jean-Christophe CAR, Licence 3, faculté de droit et de science politique d'Aix-en-Provence ; 2011/2012, cours de Monsieur Jean-Christophe CAR, Licence 3, faculté de droit et de science politique d'Aix-en-Provence

DROIT DE L'URBANISME :

2010/2011, cours de Monsieur le Professeur Jérôme TREMEAU, Master 1, faculté de droit et de science politique d'Aix-en-Provence ; 2011/2012, cours de Monsieur le Professeur Jérôme TREMEAU, Master 1, faculté de droit et de science politique d'Aix-en-Provence.

ACTIVITÉS DE RECHERCHES

- **2018-2019.** Membre du projet « Procédure législative et QPC », Recherche pluridisciplinaire sur de nouvelles interactions institutionnelles. Travaux de recherche soutenus par le Conseil constitutionnel en vue du dixième anniversaire de la question prioritaire de constitutionnalité en 2020.
- **2014-2015.** Participation au programme *Balaton* franco-hongrois qui s'inscrit dans le cadre de la politique de soutien aux échanges scientifiques et technologiques internationaux du ministère des Affaires étrangères.
- **2010-2013.** Participation à la mission de recherches *Droit et justice* créée le 11 février 1994 à l'initiative du ministère de la justice et du CNRS afin de constituer un potentiel de recherche mobilisable sur l'ensemble des questions intéressant la justice et le droit.
- **2009-2013.** Participation à de nombreux travaux collectifs au sein de l'Institut Louis Favoreu GERJC : indexation de la Revue française de droit constitutionnel et de l'Annuaire international de justice constitutionnelle ; retranscription et compte rendu des débats du Cours international et de la Table ronde internationale de justice constitutionnelle (Annuaire international de justice constitutionnelle).

PUBLICATIONS

- **THESE DE DOCTORAT**

- *L'identité constitutionnelle de la France. Recherche sur les fonctions de la réserve identitaire dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel.*

- **OUVRAGES**

- *Les grandes décisions du Conseil constitutionnel*, avec L. Domingo, P. Gaïa, F. Mélin-Soucramanien, E. Oliva, A. Roux, Dalloz, 20^{ème} éd., Paris, 2022.
- *Le contentieux de la question prioritaire de constitutionnalité*, avec S. Giummarra, PUAM, Aix-en-Provence, 2012, 152 p.
- *Cours collectifs de Méthodologie juridique pour l'École de droit de la Sorbonne, Ius et Politia*, Académie des Sciences morales et politiques, Paris, 2022.

- **ARTICLES**

- « L'articulation de la question prioritaire de constitutionnalité avec les autres mécanismes de contestation juridictionnelle de la loi », *in* GAY (Laurence) (dir.), *La question prioritaire de constitutionnalité. Approche de droit comparé*, Bruylant, Bruxelles, 2014, pp. 558-569.
- « Les moyens périphériques aux droits et libertés que la Constitution garantit », *RDP*, novembre-décembre 2012, n° 6, pp. 1639-1666.
- « Exception française et identité constitutionnelle », *Cahiers de l'Institut Louis Favoreu*, n° 2, 2012, PUAM, pp. 127-130.
- « 25 ans de constitutionnalisme vus par un jeune chercheur », *RFDC*, 2014, n° 100, pp. 981-990.
- « Convention européenne des droits de l'Homme et territorialité de la norme », *in* FATIN-ROUGE STEFANINI M., MEHDI R. (dir.), *La frontière revisitée : un concept à l'épreuve de la globalisation*, Bruylant, Bruxelles, 2015, pp.147-174.
- « L'office du juge et le rôle de la loi face à la mort. De quelques réflexions consécutives à l'affaire Vincent Lambert », *Revue de la recherche juridique, droit prospectif*, n° 2014-4, juillet 2015, pp. 1653-1667.
- « Les acteurs assurant le respect des valeurs européennes », *in* PEYROUX-SISSOKO M.O, KRUSLICZ P. (dir.), *Constitutions nationales et valeurs européennes, Cahiers du centre universitaire francophone de Szeged*, 2015, pp. 69-101.
- « Les mécanismes de résolution des conflits entre les différents systèmes juridiques européens », *in* PEYROUX-SISSOKO M.O, KRUSLICZ P. (dir.), *Constitutions nationales et valeurs européennes, Cahiers du centre universitaire francophone de Szeged*, 2015, pp. 174-184.
- « L'impact de la constitutionnalisation du droit de l'Union européenne sur la hiérarchie des normes internes », *in* PEYROUX-SISSOKO M.O, KRUSLICZ P. (dir.), *Constitutions nationales et valeurs européennes, Cahiers du centre universitaire francophone de Szeged*, 2015, pp. 157-173.
- « Le contrôle des sanctions disciplinaires infligées aux membres des assemblées parlementaires », *RFDA*, mars-avril 2016, n° 2, pp.345-354.
- « L'utilisation du contrôle de conventionnalité par la Cour de cassation ou le paradoxe de l'acceptation », *RDLF*, 2017, chron. n°21, disponible en édition numérique sur le site de la *RDLF*.
- « L'influence du caractère démocratique de l'État sur le langage du droit », *Presses Universitaires de Sceaux*, à paraître.
- « Le dialogue institutionnel exécutif, Parlement et Conseil constitutionnel : dialogue, négociation ou monologue ? », *Procédure législative et QPC : Recherche pluridisciplinaire sur de nouvelles interactions institutionnelles* sous la direction de Sophie De Cacqueray (MCF, HDR, UMR 7318, DICE, ILF-Gerjc, AMU) et Sophie Hutier (MCF, UMR 7318, DICE, ILF-Gerjc AMU), Janvier 2019, Recherche réalisée à l'occasion des dix ans de la

QPC, avec le soutien du Conseil constitutionnel, publié sur le site officiel du Conseil constitutionnel.

- « La cohésion nationale : théâtre de l'objectivation des droits fondamentaux », *RDLF*, 2021 chron. n°03.
- « Le contentieux constitutionnel des dispositions législatives interprétées à la lumière des engagements internationaux de la France », *RFDC*, 2022/1, n° 129, pp. 65-90.
- « L'autorité face à la transformation numérique », in *L'autorité et la Gendarmerie nationale*, *Revue LexSociété*, mars 2022, disponible en version numérique : <https://epi-revel.univ-cotedazur.fr/collections/show/851>
- « Les évolutions récentes du contrôle de l'équivalence des protections : voyage au cœur de l'identité constitutionnelle française », *Cahiers Portalis*, 2022/1, n° 9, pp. 153-178.
- « Les droits fondamentaux des collectivités territoriales », in *Constitutions, peuples et territoires. Mélanges en l'honneur d'André Roux*, Dalloz, Paris, 2022.

À paraître :

- « Les droits et libertés de l'homo juridicus », in *Les droits et libertés numériques, une 4ème génération de droits fondamentaux ? LGDJ*, coll. « Droit et société », à paraître.

• COMMENTAIRES DE JURISPRUDENCE

- « Le travail dominical à l'épreuve de la Constitution », commentaire de la décision du Conseil constitutionnel n° 2009-588 DC, *Loi réaffirmant le principe du repos dominical et visant à adapter les dérogations à ce principe dans les communes et zones touristiques et thermales ainsi que dans certaines grandes agglomérations pour les salariés volontaires*, *RFDC*, 2010, n°82, pp. 373-389.
- « De l'articulation des contrôles *a priori* et *a posteriori* de constitutionnalité : le cas des saisines blanches », commentaire de la décision du Conseil constitutionnel n° 2011-630 DC, *Loi relative à l'organisation du championnat d'Europe de football de l'UEFA en 2016*, *RFDC*, 2012, n° 89, pp. 109-114.
- Commentaire sur TA Nice, 5ème Chambre, 17 juillet 2020, M. C, n° 1803796, Lettre de la jurisprudence - Tribunal administratif de Nice, n° 44.

COMMUNICATIONS ORALES

- COMMUNICATIONS N'AYANT PAS DONNE LIEU A PUBLICATION

- « "Dessine-moi la justice" : la perception des étudiants en droit », colloque « Dessiner la Justice », vendredi 8 février 2019, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.
- « Quel enseignement pour le droit constitutionnel », 6^{ème} journée d'étude de la Commission de la jeune recherche en droit constitutionnel de l'AFDC, 6 octobre 2017, Faculté de droit d'Aix-en-Provence.
- « La Cour européenne des droits de l'Homme et le droit onusien. Réflexions à propos de l'arrêt *Al-Dulini et Montana management Inc. c/ Suisse* du 21 juin 2016 », Matinée du Centre de recherches administratives (CRA) de la faculté de droit d'Aix-en-Provence, 28 octobre 2016.
- « Le statut constitutionnel de l'avocat », communication lors du colloque du 22 octobre 2013 qui s'est déroulé à la Maison de l'avocat de Marseille sur le thème de l'avocat défenseur, manifestation validée au titre de la formation continue des avocats.
- « Les principes inhérents à l'identité constitutionnelle de la France », Séminaire général de l'École doctorale George Vedel, Université Paris 2 Panthéon-Assas, 14 juin 2022.
- « L'enseignement du droit constitutionnel est-il neutre ? », Enseignements & Enseignants, Institut des sciences juridiques et philosophies de La Sorbonne, samedi 15 octobre 2022.

- **COMMUNICATIONS AYANT DONNE LIEU A PUBLICATION**

- « L'impact de la constitutionnalisation du droit de l'Union européenne sur la hiérarchie des normes internes », communication lors du colloque franco-hongrois qui s'est déroulé le 11 juin 2015 au Ministère de la justice hongroise, Budapest.
- « Les mécanismes de résolution des conflits entre les différents systèmes juridiques européens », communication lors du colloque franco-hongrois qui s'est déroulé le 19 décembre 2014 au Conseil constitutionnel, Paris.
- « Les acteurs assurant le respect des valeurs européennes », communication lors du colloque franco-hongrois qui s'est déroulé le 27 novembre 2014 à Szeged, Centre universitaire francophone de l'Université de Szeged.
- « Convention européenne des droits de l'Homme et territorialité de la norme », communication lors de la 7^{ème} journée de l'UMR (7318) consacrée à l'étude du concept de frontière à Aix-en-Provence le 21 novembre 2014.
- « Exception française et identité constitutionnelle », communication lors du colloque des 17 et 18 novembre 2011 qui s'est déroulé à Aix-en-Provence sur le thème : Existe-t-il une exception française en matière de droits fondamentaux ?
- « Les moyens périphériques aux droits et libertés que la Constitution garantit », communication dans le cadre du VIII^{ème} Congrès de l'Association française de droit constitutionnel qui s'est déroulé à Nancy les 16, 17 et 18 juin 2011.
- « L'influence du caractère démocratique de l'État sur le langage du droit », Journée d'études sur le langage du droit, 23 novembre 2018, Faculté de Droit Jean Monnet - Université Paris Sud.

- « Les droits et libertés de l'homo juridicus », Colloque « Les droits et libertés numériques, une 4ème génération de droits fondamentaux ? », Faculté de droit de Nice, Octobre 2021.
- « L'autorité face à la transformation numérique », Colloque « L'autorité et la Gendarmerie nationale », Faculté de droit de Nice, Décembre 2021.

ACTIVITÉS SCIENTIFIQUES

A. RESPONSABILITES SCIENTIFIQUES

- Membre du Comité scientifique de la Commission de la jeune recherche constitutionnelle de l'Association française de droit constitutionnel.
- Membre du Conseil consultatif scientifique de l'École de droit de La Sorbonne, collègue B, section du CNU 02 (2018-2019).
- Membre du Comité de lecture de la revue Lextudiant.

B. ACTIVITES D'EXPERTISE SCIENTIFIQUE

- **Depuis 2021.** Référent déontologue du Centre de gestion de la fonction publique territoriale des Alpes maritimes - Centre de gestion (CDG) des Alpes maritimes.
- **2021.** Mission d'expertise auprès du Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur. Évaluation de l'unité Jean BODIN - Centre Jean Bodin (recherche juridique et politique), Université d'Angers.
- **2010-2013.** Associé au Comité de suivi de la question prioritaire de constitutionnalité mis en place par le ministère de la justice et des libertés et chargé d'analyser l'évolution des modalités du contrôle opéré par le Conseil constitutionnel et l'impact de la nouvelle procédure sur l'ordre juridique.

C. PARTICIPATION A DES COMITES DE SELECTION

- Membre du comité de sélection MCF section 02 de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (mai 2019).
- Membre du comité de sélection PR section 02 de l'université Côte d'Azur (mai 2021).

ACTIVITÉS D'ENCADREMENT DOCTORAL

A. DIRECTION DE THESES

- *Le renforcement de la confiance en la Cour africaine des droits de l'Homme et des peuples*, Yonnel Moubale, Faculté de droit de Nice, Université Côte d'Azur.

- *Handicap et droits fondamentaux*, Aurélien Battistini, codirection avec M. le Professeur Patrick Gaïa, Faculté de droit et de science politique d'Aix-en-Provence, Aix-Marseille Université.

B. PARTICIPATION A DES JURYS DE THESE

- Amin Kamranzadeh, *Le droit de la communication dans l'espace public en France et en Iran. Étude de droit constitutionnel*, dir. Olivier Le Bot & Seyed-Motjaba Vaezi, Aix-en-Provence, 11 décembre 2020, faculté de droit d'Aix-en-Provence (Président du jury).
- Rémi Puigventos, *L'individu dans la fonction publique*, dir. Xavier Latour, 17 décembre 2021, Faculté de droit de Nice (Président du jury).
- Marlon Ferreri, *La Constitution devant les sections administratives du Conseil d'État*, dir. Patrick Gaïa, 8 octobre 2022, faculté de droit d'Aix-en-Provence (Rapporteur).